

conglomérats, le «cimentement» d'usines et le contrôle des échanges. Internationaliser le secteur permettrait d'abolir ces mesures tout en gardant un contrôle sur le potentiel industriel de la Ruhr en pleine expansion, de développer et de réguler la production et les échanges en évitant une guerre



ROBERT SCHUMAN (1886-1963)

“L'Europe ne se fera pas d'un coup, ni dans une construction d'ensemble: elle se fera par des réalisations concrètes, créant d'abord une solidarité de fait.”

“Le rassemblement des nations européennes exige que l'opposition séculaire entre la France et l'Allemagne soit éliminée.”

Rentré très jeune en politique, le jeune avocat lorrain est élu député de la Moselle en 1919 après le retour de l'Alsace-Lorraine à la France. Comme ministre des Affaires étrangères de la France entre 1948 et 1953, Robert Schuman est préoccupé de réunir et d'intégrer les pays d'Europe détruits par la guerre. Architecte de l'Alliance Atlantique et du Conseil de l'Europe, il adhère à l'idée de Jean Monnet d'unifier la production du charbon et de l'acier sous une Haute Autorité supranationale. Il est élu président du Parlement européen dès l'entrée en vigueur du traité de Rome.



JEAN MONNET (1888-1979)

“Nous ne coalisons pas des Etats, nous unissons des hommes”.

“Les hommes n'acceptent le changement que dans la nécessité et ils ne voient la nécessité que dans la crise.”

Cette volonté de rapprocher des peuples qui se sont combattus, Jean Monnet la met en pratique tout au long d'une carrière féconde, passée dans l'ombre du monde politique. Issu de la bourgeoisie provinciale – son père est négociant en vins – rien ne semblait le prédestiner à une telle carrière. Adjoint du secrétaire général de la Société des Nations (ancêtre de l'ONU) après la Première Guerre mondiale, il contribue à l'effort de guerre anglo-américain (Victory program) pendant la Seconde. A la Libération, il met en œuvre un plan de modernisation et d'équipement qui va permettre à la France de relancer ses productions de base en un temps record. C'est en tant que président du Commissariat au Plan qu'il lance l'idée de réconcilier la France et l'Allemagne en mettant leur production industrielle de base – le charbon et l'acier – sous une seule autorité, la CECA, dont il sera président de 1952 à 1955. Partisan d'une Europe fédérale, il animera jusqu'à la fin de sa vie le Comité d'action pour les Etats-Unis d'Europe.